

Billet d'humeur de la semaine

### **Conséquences du manque d'administration**

La politique du démantèlement des administrations d'Etat pour les transformer en agences, couplée à la suppression de postes de fonctionnaires pour les remplacer par des agents non titulaires de la fonction publique a de graves conséquences. Le scandale des EHPAD en est le dernier exemple

En effet, la création des Agences régionales de santé qui ont remplacé les Directions départementales et régionales des affaires sanitaires et sociales (DDASS et DRASS) s'est traduite par la suppression des postes de personnels techniques spécialisés chargés notamment des contrôles, pour les remplacer par des personnels administratifs et gestionnaires.

Ainsi ces dernières années le nombre de médecins inspecteurs de santé publique a diminué de 40 %. Il n'est donc pas étonnant que le peu de contrôles effectués dans les EHPAD n'aient eu aucune conséquences, même ceux diligentés après des plaintes de familles, car l'autre nouveauté a été la fin des visites inopinées, les directions des établissements étant systématiquement prévenues, ce qui leur permettait de se préparer. D'autres scandales sont fortement probables en ce qui concerne la surveillance des établissements classés présentant des risques pour la santé publique car il n'existe plus d'agents spécialisés compétents, notamment des techniciens et des ingénieurs d'environnement et de salubrité.

Ce qui est encore plus étonnant et scandaleux est que la charge des rapports de conformité a été dévolue aux entreprises qui peuvent choisir leurs prestataires, l'Etat se contentant d'examiner ces documents le plus souvent de manière superficielle, ne disposant plus des compétences pour en analyser le contenu.

Le constat est sans appel, le choix idéologique fait est d'alléger le plus possible, voire même de supprimer, le rôle de contrôle et de régulation de l'Etat au profit des entreprises soi-disant étouffées sous les normes administratives et aspirant à recouvrer leur « liberté ». Il est urgent de se redonner les moyens de reconstruire une administration forte, disposant des ressources, des prérogatives, des compétences et de l'indépendance assurées par le statut des fonctionnaires, lui permettant d'assurer pleinement ses missions. Cela ne peut passer comme les libéraux le serinent en permanence par une diminution du nombre de fonctionnaires et un allègement des normes et des contrôles.

Dr Christophe Prudhomme

Le 15 février 2022